

2026

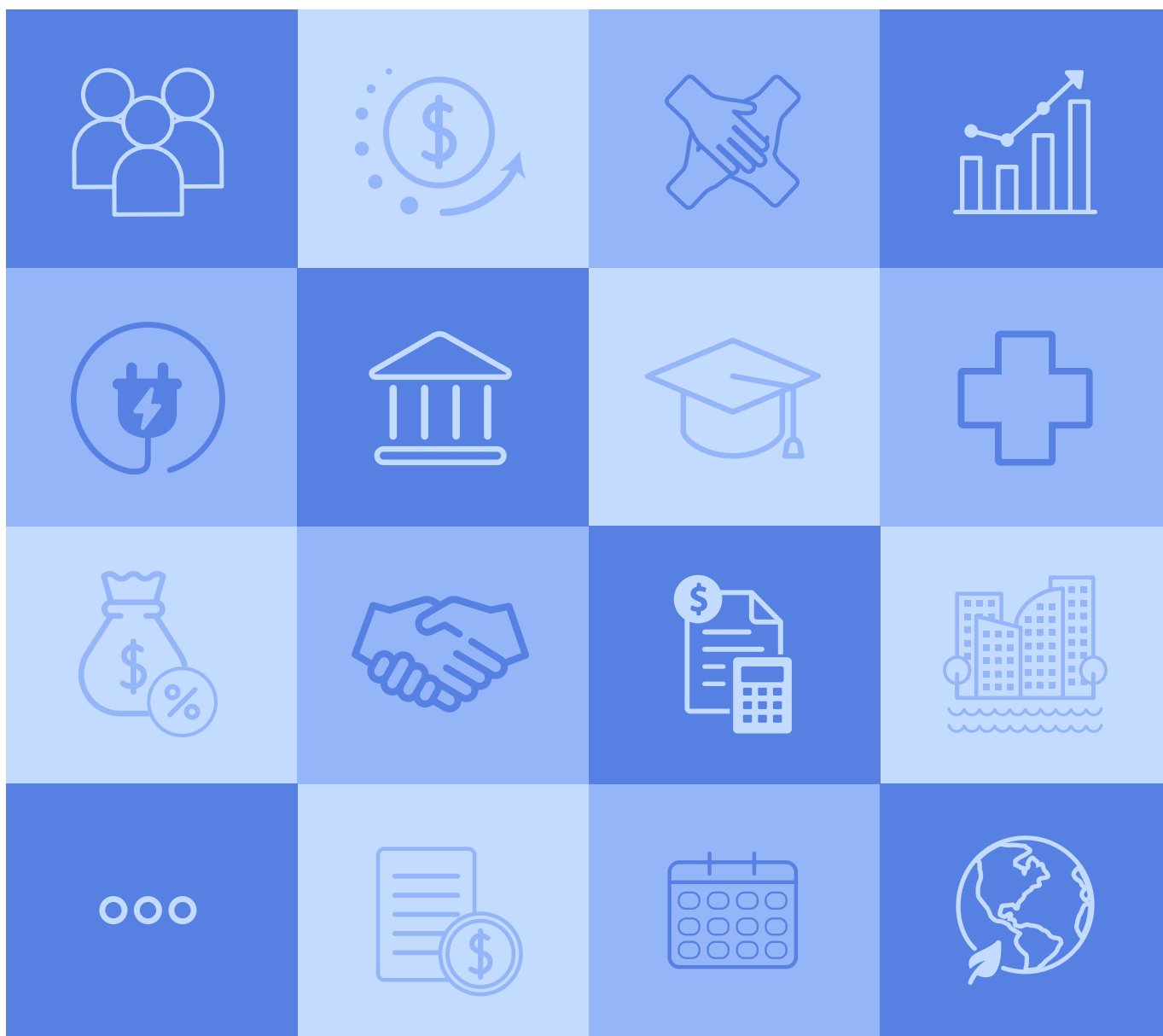


BRF

Bureau de la responsabilité
financière de l'Ontario

Suivi économique de l'Ontario

Octobre 2025 à mars 2026



Résumé

- Le présent rapport décrit le rendement économique de l'Ontario sur la base des indicateurs économiques les plus récents.
- Au quatrième trimestre de 2025, le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Ontario, la mesure la plus générale de l'activité économique, a diminué de 0,3 %, ce qui représente la deuxième diminution survenant au cours des trois derniers trimestres. La diminution observée au T4 de 2025 découle d'une réduction des stocks et, dans une moindre mesure, d'une réduction de l'investissement résidentiel. Ces diminutions ont été partiellement compensées par des augmentations de la consommation des ménages et du gouvernement, de l'investissement gouvernemental ainsi que d'une amélioration du commerce net.
- Les derniers indicateurs économiques suggèrent que l'économie de l'Ontario a peu changé au premier trimestre de 2026, alors que les forts gains en matière d'emploi et de commerce de gros ont été modulés par des reculs de l'emploi, le ralentissement de l'activité du marché immobilier, la chute des échanges internationaux nets de biens et la faiblesse des ventes de produits manufacturés.
- Si l'on envisage l'année entière, on peut citer les dernières Perspectives économiques et budgétaires¹ du BRF publiées en février 2026, qui projetaient que le PIB réel annuel de l'Ontario augmenterait pour passer à 1,4 % en 2026, tandis que l'inflation des prix à la consommation devrait atteindre 2,1 %. Les données économiques et les événements mondiaux récents, notamment la baisse de la population de l'Ontario et l'augmentation vertigineuse du prix du pétrole, ont exercé une pression baissière relativement à la projection du BRF de la croissance du PIB réel en 2026, et une pression haussière relativement à la projection du BRF de l'inflation des prix à la consommation en 2026.

Introduction et contexte

Le Suivi économique de l'Ontario présente un aperçu des dernières tendances de l'économie de l'Ontario sur la base des données économiques les plus récentes au 22 mai 2026.

Chaque trimestre, le gouvernement de l'Ontario (la province) publie les Comptes économiques de l'Ontario (CEO), qui fournissent des données relatives au produit intérieur brut (PIB), ce dernier constituant une mesure exhaustive de l'activité économique en Ontario. Les CEO sont produits par le ministère des Finances de l'Ontario et sont publiés environ quatre mois après la fin du trimestre². Les CEO peuvent être consultés sur la page du site Web de la province consacrée aux [Comptes économiques de l'Ontario](#).

De plus, il existe de nombreux indicateurs économiques mensuels produits par Statistique Canada et d'autres organismes qui fournissent des renseignements sur l'économie de l'Ontario. Ces indicateurs constituent une partie des données sous-jacentes utilisées pour produire les CEO. Le présent rapport s'appuie sur ces indicateurs, qui sont généralement publiés un ou deux mois après la collecte des données et fournissent des renseignements plus récents sur le rendement économique de l'Ontario au cours du dernier trimestre³.

¹ Consulter le rapport du BRF intitulé [Perspectives économiques et budgétaires, hiver 2026](#).

² La *Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières* indique que les Comptes économiques de l'Ontario trimestriels doivent être publiés dans un délai de 45 jours après la publication des Comptes nationaux des revenus et dépenses de Statistique Canada.

³ Certains de ces chiffres sont révisés périodiquement. Par conséquent, les taux de croissance présentés dans le présent rapport peuvent différer des chiffres actualisés publiés à une date ultérieure.

Le présent rapport est organisé en trois sections :

- un résumé des CEO décrivant le rendement économique de la province au cours du quatrième trimestre de 2025 (T4 de 2025);
- un résumé des indicateurs économiques mensuels les plus récents pour les ménages et les entreprises de l'Ontario au T1 de 2026;
- une évaluation des dernières perspectives économiques du BRF fondée sur les tendances économiques et événements géopolitiques récents.

Pour obtenir la définition des divers indicateurs économiques présentés dans ce rapport, ainsi que pour la définition technique des concepts économiques, consultez le [Glossaire](#) inclus dans le présent rapport. Pour plus de renseignements sur les données utilisées, consultez la section [Méthodologie](#) du présent rapport.

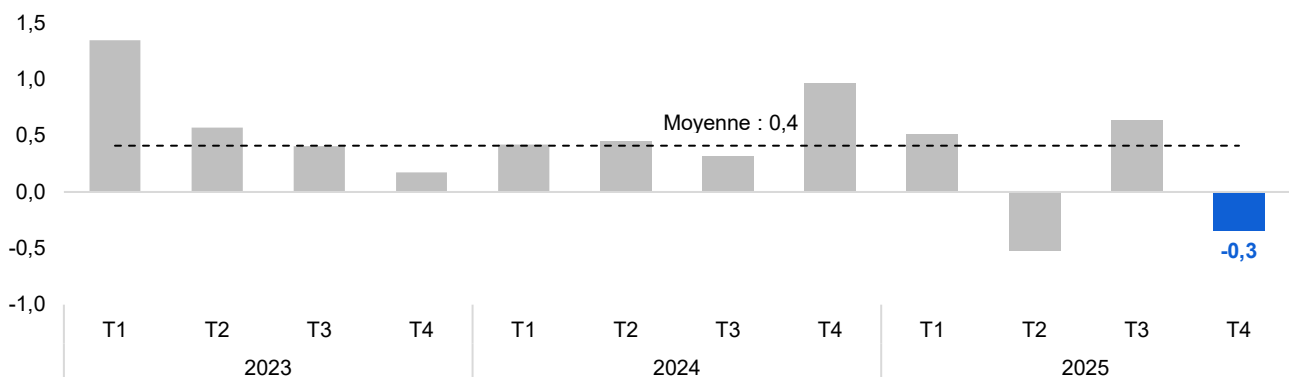
Comptes économiques de l'Ontario du quatrième trimestre de 2025

Les Comptes économiques de l'Ontario (CEO) du quatrième trimestre (octobre à décembre) de 2025 ont été publiés le 10 avril 2026. Ils fournissent une évaluation exhaustive du rendement économique récent de l'Ontario.

Le **produit intérieur brut (PIB)** réel, la mesure la plus générale de l'activité économique, a diminué de 0,3 % au T4 de 2025, ce qui représente la deuxième diminution survenant au cours des trois derniers trimestres. La diminution de l'activité économique globale découle en grande partie d'une réduction des stocks⁴, et dans une moindre mesure, d'une réduction de l'investissement résidentiel (-3,5 %). Ces diminutions ont été partiellement compensées par des augmentations de la consommation des ménages (0,6 %) et du gouvernement (0,6 %), de l'investissement gouvernemental (3,7 %) et d'une amélioration du commerce net⁵.

Figure 1
Le PIB réel a diminué de 0,3 % au T4 de 2025

Données désaisonnalisées, croissance d'un trimestre à l'autre, en pourcentage



Sources : Comptes économiques de l'Ontario et BRF.

⁴ Après avoir accumulé des stocks au deuxième et au troisième trimestre, les entreprises ont puisé dans leurs stocks non agricoles au quatrième trimestre. À l'échelle nationale, Statistique Canada a signalé qu'au « quatrième trimestre, les plus fortes baisses ont été observées dans le secteur de la fabrication, suivi du secteur du commerce de gros. Dans le secteur du commerce de détail, les stocks de véhicules automobiles ont diminué. » Voir le document de Statistique Canada : [Produit intérieur brut, revenus et dépenses, quatrième trimestre de 2025](#).

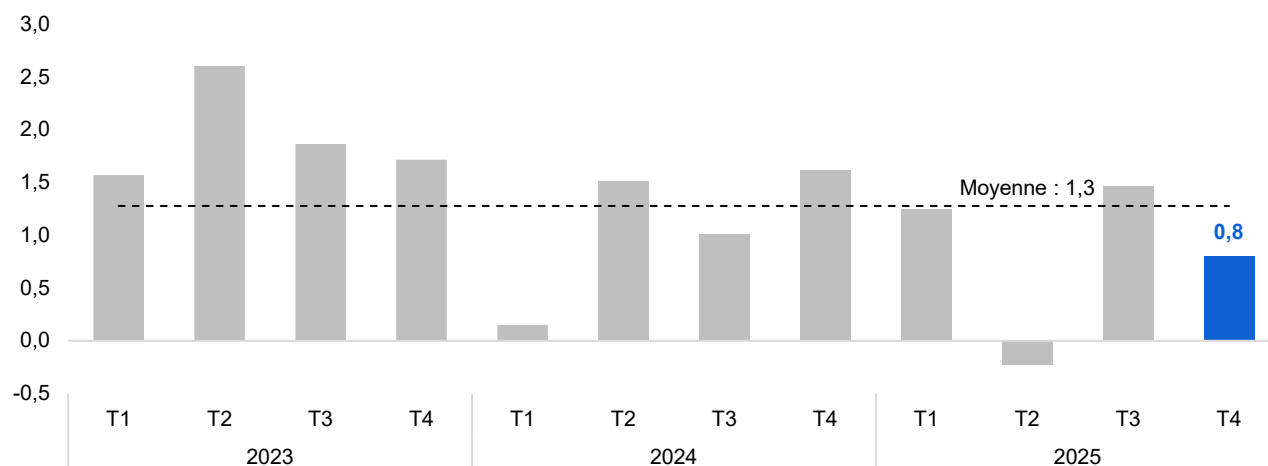
⁵ Les exportations réelles de l'Ontario ont augmenté de 1,6 % au T4 de 2025, tandis que les importations réelles ont augmenté de 0,3 %, ce qui a entraîné une amélioration du commerce net.

Sur l'année entière, le PIB réel de l'Ontario a connu une augmentation de 1,3 % en 2025, laquelle était due à des augmentations des dépenses des ménages (2,3 %), des dépenses du gouvernement (2,9 %), de l'investissement non résidentiel (2,2 %) et des dépenses d'immobilisations du gouvernement (7,0 %). La croissance a été tenue en respect par des diminutions de l'investissement résidentiel (-4,1 %), de l'investissement dans les machines et équipements (-5,8 %) et des exportations (-0,6 %).

Sur la base du revenu, le **PIB nominal**, qui constitue l'indicateur le plus large de l'assiette fiscale et prend en compte l'inflation⁶, a augmenté de 0,8 % au T4 de 2025, soit un ralentissement par rapport à la croissance de 1,5 % enregistrée au trimestre précédent. La croissance du PIB nominal découle de gains en matière de revenus du travail (0,7 %), de bénéfices des entreprises (1,8 %) et de revenus des entreprises non constituées en société par actions (1,7 %), qui sont partiellement compensés par une diminution de toutes les autres sources de revenus⁷ (-0,6 %).

Figure 2
Le PIB nominal a augmenté de 0,8 % au T4 de 2025

Données désaisonnalisées, croissance d'un trimestre à l'autre, en pourcentage



Sources : Comptes économiques de l'Ontario et BRF.

Sur l'année entière, le PIB nominal de l'Ontario a augmenté de 4,2 % en 2025, ce qui découle de gains en matière de revenus du travail (3,8 %), de bénéfices des entreprises (5,8 %), de revenus des entreprises non constituées en société par actions (7,6 %) et de toutes les autres sources de revenus (3,2 %).

Pour des renseignements plus détaillés sur la performance économique de l'Ontario au T4 de 2025, consultez les [Comptes économiques de l'Ontario](#).

⁶ Le PIB nominal peut également être mesuré selon une approche fondée sur les dépenses, lesquelles incluent les prix à l'échelle de l'économie. Pour une description de l'incidence des prix au T4 de 2025 sur le PIB réel selon une approche fondée sur les dépenses, consulter le document [Annexe C : Comment se mesure le PIB](#) des Comptes économiques de l'Ontario.

⁷ Toutes les autres sources de revenus comprennent la dépréciation ainsi que les taxes et impôts, moins les subventions.

Indicateurs économiques de l'Ontario du premier trimestre de 2026

Les derniers indicateurs économiques suggèrent que l'économie de l'Ontario a peu changé au premier trimestre de 2026, alors que les forts gains en matière d'emploi et de commerce de gros ont été modulés par des reculs de l'emploi, le ralentissement de l'activité du marché immobilier, la chute des échanges internationaux nets de biens et la faiblesse des ventes de produits manufacturés.

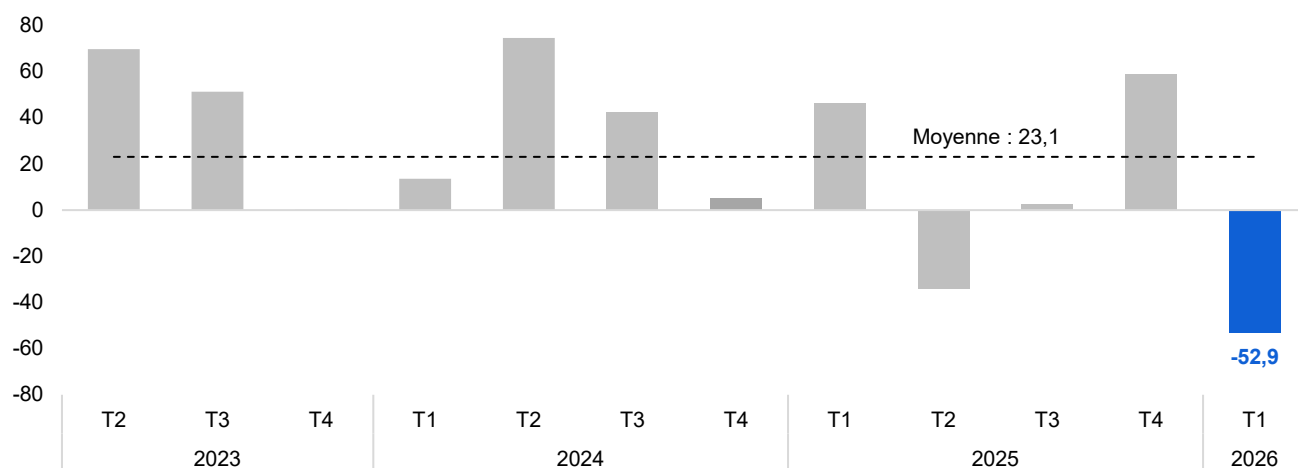
Ménages

L'**emploi** en Ontario a diminué de façon importante, soit de 52 900 postes (ou -0,6 %) au T1 de 2026, après une augmentation de 58 900 postes au trimestre précédent. Cela signalait la perte d'emploi trimestrielle la plus prononcée depuis le début de 2009, à l'exception de la période de la pandémie. Au premier trimestre, on dénombre moins d'emplois dans les postes à plein temps (-23 300) comme dans les postes à temps partiel (-29 600). Les pertes d'emploi étaient concentrées dans le secteur privé (- 70 400), lesquelles étaient partiellement compensées par de légers gains d'emplois dans le secteur public (7 500) et le travail autonome (10 000)⁸.

Figure 3

Le nombre d'emplois a augmenté de 52 900 postes au T1 de 2026

Données désaisonnalisées, évolution d'un trimestre à l'autre, en milliers



Sources : Statistique Canada, [Tableau 14-10-0287-01](#) et BRF.

Tous les principaux groupes d'âge ont connu des pertes d'emploi au T1 de 2026, alors que l'emploi des jeunes (15 à 24 ans) a diminué de 33 400 postes et que l'emploi dans le principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans) a chuté de 13 100 postes. Chez les travailleurs de 55 ans et plus, on note une diminution de 6 400 postes.

⁸ Sources : Statistique Canada, [Tableau 14-10-0288-01](#) et BRF.

L'Ontario a connu des pertes d'emploi dans plusieurs grandes industries au T1 de 2026; les pertes les plus élevées ont été enregistrées dans les secteurs manufacturier (-31 100); des services professionnels, scientifiques et techniques (-16 400); du commerce de gros et de détail (-13 300); des services d'hébergement et de restauration (-13 200) ainsi que des services éducatifs (-7 400)⁹. Ces pertes ont été partiellement compensées par des gains dans d'autres industries, notamment les services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (11 500); les soins de santé et l'aide sociale (3 700); la foresterie, la pêche, l'exploitation minière, l'exploitation des carrières ainsi que l'extraction de pétrole et de gaz (3 300) et l'administration publique (3 100).

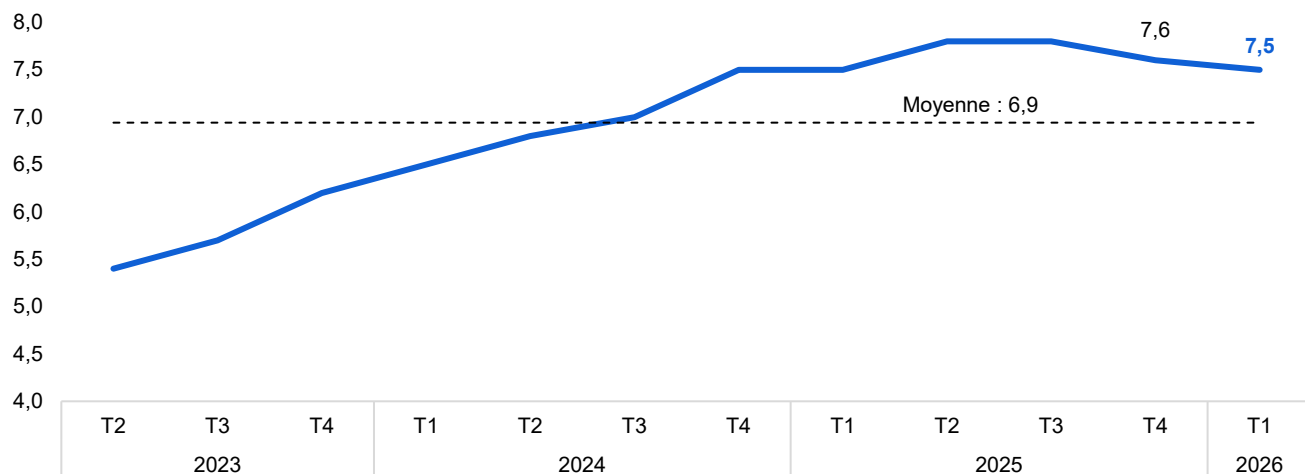
La main-d'œuvre de l'Ontario a connu une baisse importante de 71 300 travailleurs au T1 de 2026, une diminution de 0,8 % et le recul le plus abrupt depuis 1976, à l'exception de la période de la pandémie. Comme le nombre de personnes quittant la main-d'œuvre active a été supérieur à la perte d'emploi, le **taux de chômage** de l'Ontario a diminué de 0,1 point de pourcentage au T1 de 2026 pour atteindre 7,5 %. Le taux de chômage a diminué chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans), passant de 6,7 % à 6,6 %, et chez les travailleurs de 55 ans et plus, passant de 5,3 % à 4,7 % au T1 de 2026, tandis que le taux de chômage chez les jeunes (15 à 24 ans) a augmenté de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 15,9 %.

Les travailleurs de l'Ontario continuent d'avoir de la difficulté à trouver un emploi en raison de la diminution du nombre de postes vacants. Au T1 de 2026, 28,2 % des travailleurs au chômage étaient des cas de longue durée¹⁰, ce qui constitue une hausse par rapport aux 27,8 % enregistrés précédemment et représente le deuxième niveau le plus élevé depuis 1996, à l'exception de la période de la pandémie.

Figure 4

Le taux de chômage a baissé pour atteindre 7,5 % au T1 de 2026

Données désaisonnalisées, d'un trimestre à l'autre, en pourcentage



Sources : Statistique Canada, [Tableau 14-10-0287-01](#) et BRF.

⁹ Sources : Statistique Canada, [Tableau 14-10-0355-01](#) et BRF.

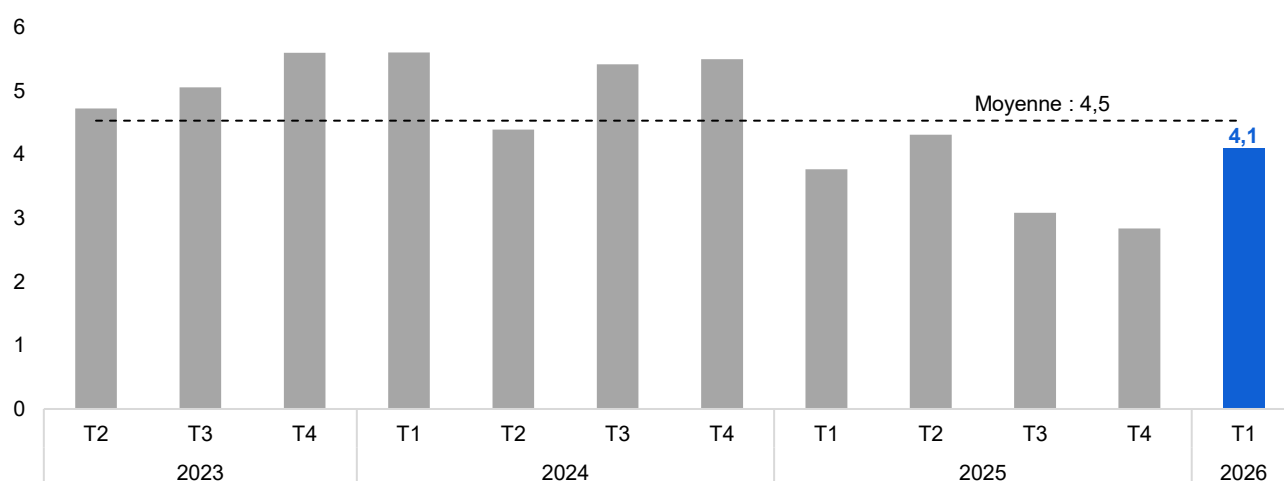
¹⁰ Le chômage de longue durée inclut les personnes au chômage à la recherche d'un emploi ou licenciées depuis 27 semaines ou plus. Statistique Canada, [Tableau 14-10-0342-01](#).

Les **salaires horaires moyens** ont augmenté de 4,1 % au T1 de 2026 par rapport au T1 de 2025, atteignant 38,85 \$ l'heure. L'accélération de l'augmentation des salaires horaires moyens au premier trimestre est survenue après deux trimestres de ralentissement de la croissance des salaires. La croissance des salaires horaires a été généralisée dans la plupart des grands secteurs, les salaires augmentant de 5,0 % dans les secteurs producteurs de biens et de 3,9 % dans les secteurs producteurs de services. Les industries où la croissance des salaires était la plus rapide comprenaient le secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier; le commerce de gros et de détail; les services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien; ainsi que le secteur manufacturier.

Figure 5

Les salaires horaires moyens ont augmenté de 4,1 % au T1 de 2026

Données non désaisonnalisées, d'une année à l'autre, en pourcentage



Sources : Statistique Canada, [Tableau 14-10-0063-01](#) et BRF.

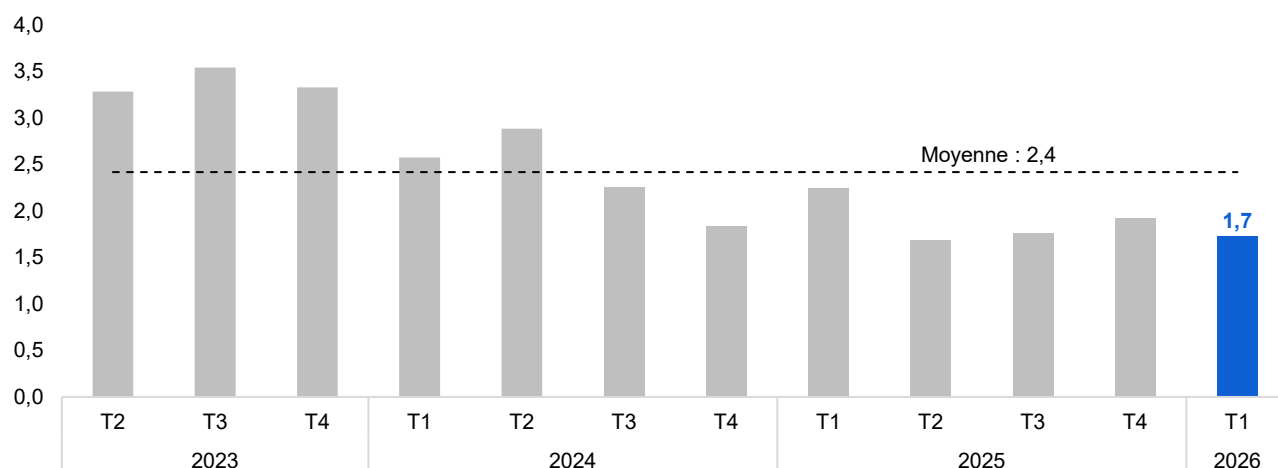
Le taux d'**inflation de l'indice des prix à la consommation**¹¹ (IPC) était de 1,7 % au T1 de 2026, soit un taux inférieur à celui de 1,9 % enregistré au T4 de 2025. Parmi les principales composantes du PIB, l'inflation du prix des aliments s'est avérée un facteur contributif important (6,8 %) au T1 de 2026. D'autres catégories qui ont augmenté plus rapidement que le taux d'inflation globale au T1 de 2026 étaient l'alcool et le tabac (3,9 %), les soins de santé et d'hygiène (2,6 %) ainsi que les loisirs et la lecture (2,0 %). À l'inverse, le fonctionnement des ménages (0,9 %), le transport (0,3 %), les vêtements et les chaussures (0,2 %) ainsi que le prix du logement (0,0 %) ont tous augmenté plus lentement que l'inflation globale. La dernière fois qu'une inflation des coûts du logement était aussi faible est survenue à la fin de 2009 et au début de 2010, immédiatement après la crise financière mondiale.

Malgré l'augmentation importante du prix du pétrole à compter de mars en raison de la guerre en Iran, le prix de l'énergie était 6,5 % plus faible au T1 de 2026 qu'un an auparavant, ce qui découlait en partie de l'élimination de la taxe sur le carbone imposée aux consommateurs au Canada. En excluant l'énergie, le taux d'inflation était de 2,3 % au T1 de 2026, soit 0,6 point de pourcentage au-dessus de l'indice d'ensemble de l'inflation, qui était de 1,7 %. L'augmentation en flèche du prix du pétrole depuis le début de la guerre en Iran devrait faire augmenter l'inflation au T2 de 2026.

¹¹ Mesuré d'une année à l'autre.

Figure 6
Le taux d'inflation de l'IPC était de 1,7 % au T1 de 2026

Données non désaisonnalisées, d'une année à l'autre, en pourcentage

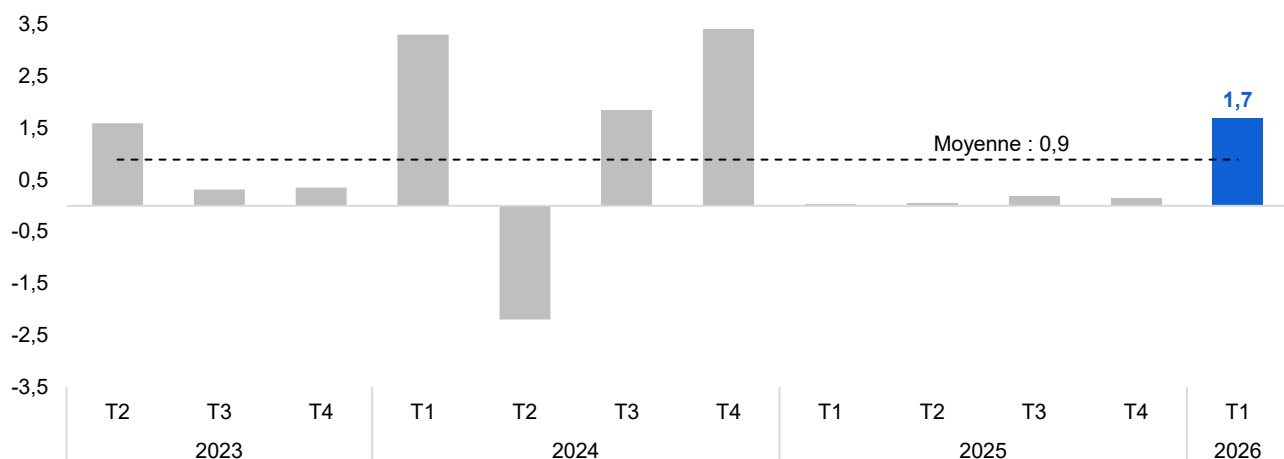


Sources : Statistique Canada, [Tableau 18-10-0004-01](#) et BRF.

La **vente au détail** a augmenté de 1,7 % au T1 de 2026 en Ontario, après quatre trimestres de faiblesse prolongée. Les prix élevés et l'incertitude économique ont continué d'avoir une incidence sur les dépenses de consommation, malgré le fait que les préoccupations concernant les tensions commerciales se sont légèrement atténuées¹². La croissance de la vente au détail au T1 de 2026 est due aux secteurs des soins de santé et d'hygiène; des aliments et boissons et des ventes d'essence et de mazout, laquelle a été plus que compensée par des diminutions dans les secteurs des meubles et appareils ménagers ainsi que des matériaux de construction.

Figure 7
La vente au détail a augmenté de 1,7 % au T1 de 2026

Données désaisonnalisées, croissance d'un trimestre à l'autre, en pourcentage



Sources : Statistique Canada, [Tableau 20-10-0056-01](#) et BRF.

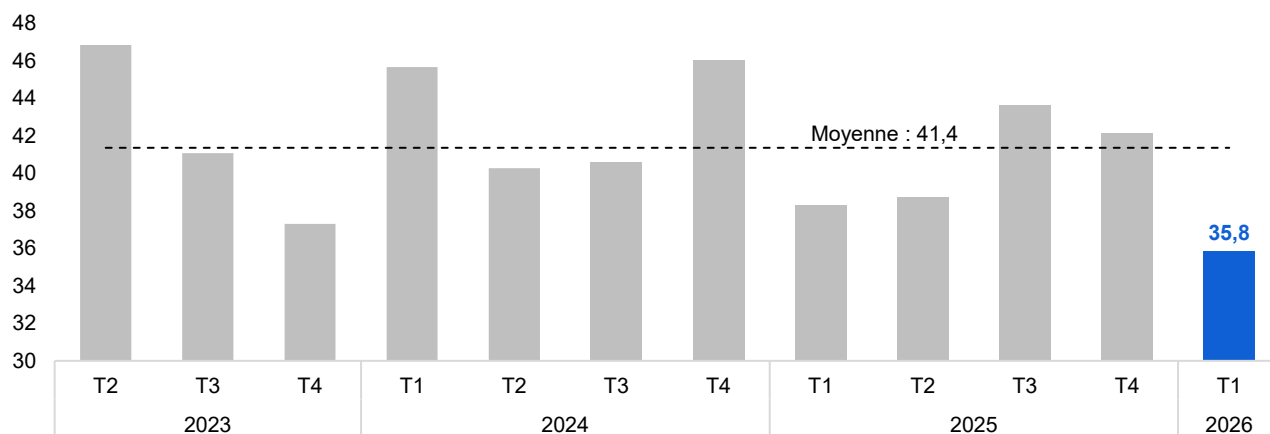
¹² Voir l'[Enquête sur les attentes des consommateurs au Canada – Premier trimestre de 2026](#) de la Banque du Canada.

Les **reventes de logements** en Ontario au T1 de 2026 se sont élevées à 35 800 unités, une diminution de 14,9 % par rapport au trimestre précédent. Cela a signalé le deuxième recul trimestriel consécutif, après une diminution de 3,5 % au T4 de 2025. Ce niveau de ventes au T1 de 2026 était le plus faible depuis le début de 2009, à l'exception de la période de la pandémie. Un hiver particulièrement rigoureux a contribué à la faiblesse de la revente de logements au T1 de 2026.

Figure 8

La revente de logements a diminué pour atteindre 35 800 unités au T1 de 2026

Données désaisonnalisées, en milliers d'unités



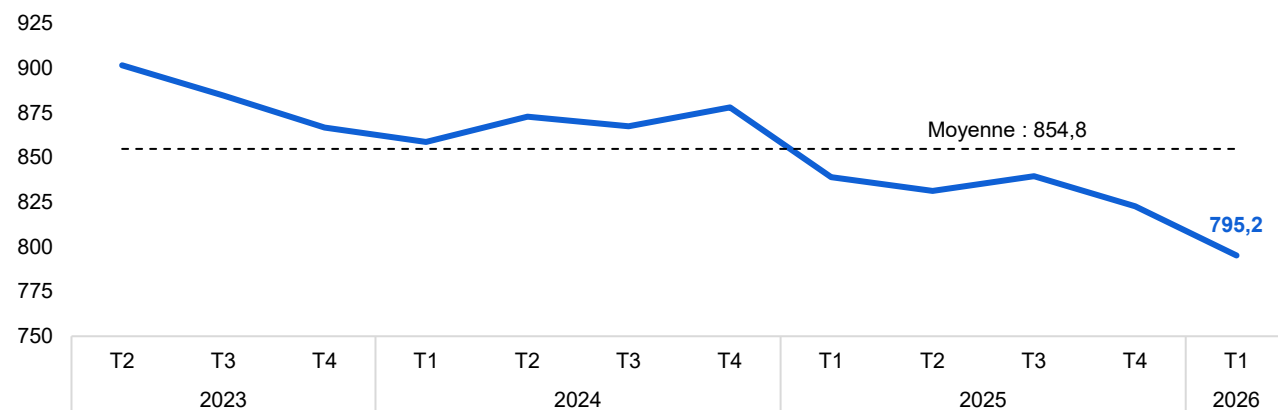
Sources : Association canadienne de l'immobilier et BRF.

Le **prix de revente des logements** en Ontario était en moyenne de 795 200 \$ au T1 de 2026, une diminution de 3,3 % par rapport au trimestre précédent. Au T1 de 2026, le prix moyen de revente des logements était inférieur de 243 200 (ou -23,5 %) au pic atteint au T1 de 2022 (1 038 900 \$), mais 134 800 \$ (ou 20,4 %) au-dessus du prix moyen pré-pandémique de revente des logements au T1 de 2020 (660 400 \$).

Figure 9

Le prix moyen de revente des logements a diminué pour se situer à 795 200 \$ au T1 de 2026

Données désaisonnalisées, en milliers de dollars



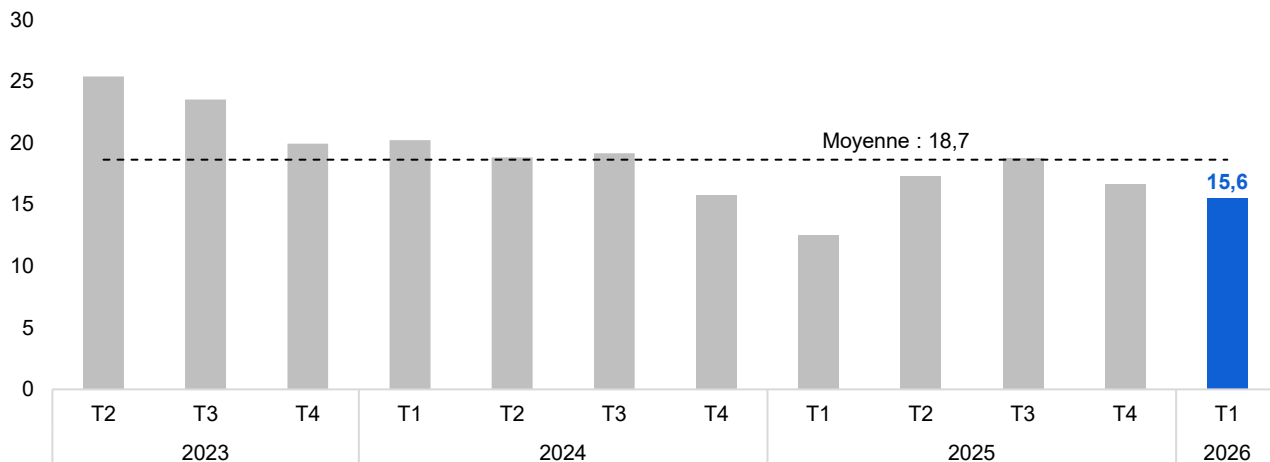
Sources : Association canadienne de l'immobilier et BRF.

Les **mises en chantier**¹³ au T1 de 2026 ont totalisé 15 600 unités en Ontario, soit une baisse de 6,8 % par rapport au T4 de 2025. Cela a signalé le deuxième recul trimestriel consécutif, après une chute de 11,2 % au T4 de 2025. Au T1 de 2026, 84 % de l'ensemble des mises en chantier concernaient des immeubles à logements multiples, alors que 16 % étaient des maisons individuelles¹⁴.

Figure 10

Les mises en chantier de logements ont chuté pour atteindre 15 600 unités au T1 de 2026

Données désaisonnalisées, en milliers d'unités



Sources : Statistique Canada, [Tableau 34-10-0141-01](#) et BRF.

¹³ La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) définit un logement comme étant « un ensemble structurellement distinct de locaux d'habitation autonomes [avec] ... une entrée privée à partir de l'extérieur de l'immeuble ou d'un corridor, d'un hall ou d'un escalier commun à l'intérieur de l'immeuble. L'entrée doit pouvoir être utilisée sans passer par un autre logement distinct. » Voir le document [Méthodes d'enquête – logements écoulés, mises en chantier et achèvements](#) de la SCHL.

¹⁴ Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, [Mises en chantier désaisonnalisées \(Canada et provinces\)](#).

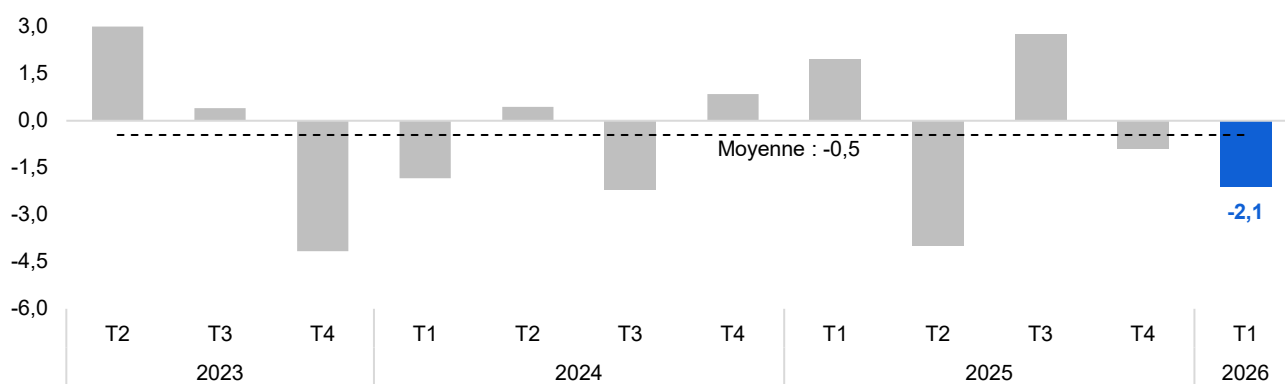
Entreprises

Les **ventes de produits manufacturés** ont diminué de 2,1 % au T1 de 2026, après une diminution de 0,9 % au T4 de 2025. Cette diminution découlait principalement d'une baisse des ventes de véhicules à moteur (-13,3 %) et de machinerie (-4,8 %). Les ventes de produits manufacturés ont connu des difficultés ces dernières années, affichant des baisses durant six des dix derniers trimestres qui se traduisent par une baisse cumulative de 9,0 % depuis le milieu de 2023. La faiblesse observée depuis 2023 découle de la réduction de l'activité dans le secteur de l'assemblage d'automobile pour cause de réoutillage et de l'incidence des tarifs douaniers américains.

Figure 11

Les ventes de produits manufacturés ont baissé de 2,1 % au T1 de 2026

Données désaisonnalisées, croissance d'un trimestre à l'autre, en pourcentage



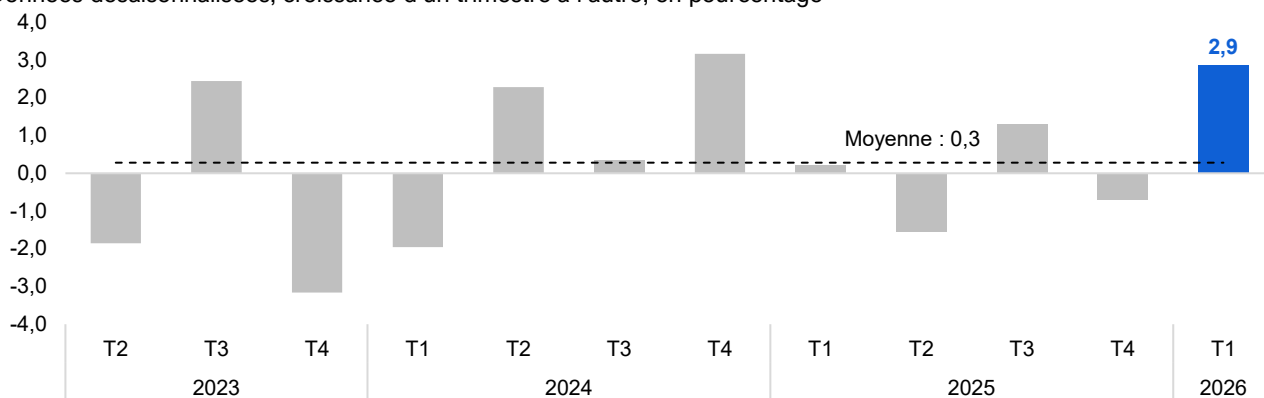
Sources : Statistique Canada, [Tableau 16-10-0048-01](#) et BRF.

Le **commerce de gros**, qui mesure les ventes d'articles en grande quantité aux détaillants et aux entreprises, a augmenté de 2,9 % au T1 de 2026, après une diminution de 0,7 % au cours du trimestre précédent. L'augmentation au T1 de 2026 découlait principalement d'une hausse des articles d'hygiène et d'entretien ménager (4,3 %), des véhicules et des pièces automobiles (2,9 %), du pétrole et des produits pétroliers (10,2 %) et des machines et équipements (2,5 %).

Figure 12

Le commerce de gros a augmenté de 2,9 % au T1 de 2026

Données désaisonnalisées, croissance d'un trimestre à l'autre, en pourcentage



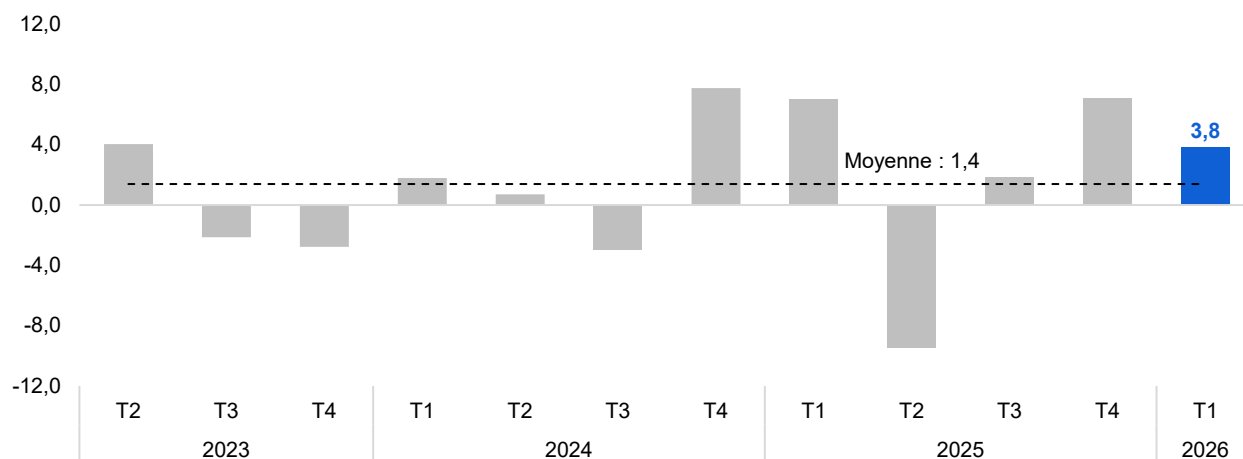
Sources : Statistique Canada, [Tableau 20-10-0074-01](#) et BRF.

Les **exportations internationales de marchandises**, qui regroupent l'ensemble des biens quittant le pays depuis l'Ontario, ont augmenté de 3,8 % au T1 de 2026, un léger ralentissement par rapport à la croissance de 7,1 % enregistrée au trimestre précédent. L'augmentation au premier trimestre peut être attribuée grande partie à une hausse des exportations de métaux et de produits minéraux non métalliques, de produits énergétiques ainsi que d'aéronefs et autre matériel de transport et pièces, qui a été partiellement compensée par la faiblesse enregistrée dans les secteurs des véhicules et de pièces automobiles, des biens de consommation et des produits forestiers.

Figure 13

Les exportations internationales de marchandises ont augmenté de 3,8 % au T1 de 2026

Données désaisonnalisées, croissance d'un trimestre à l'autre, en pourcentage



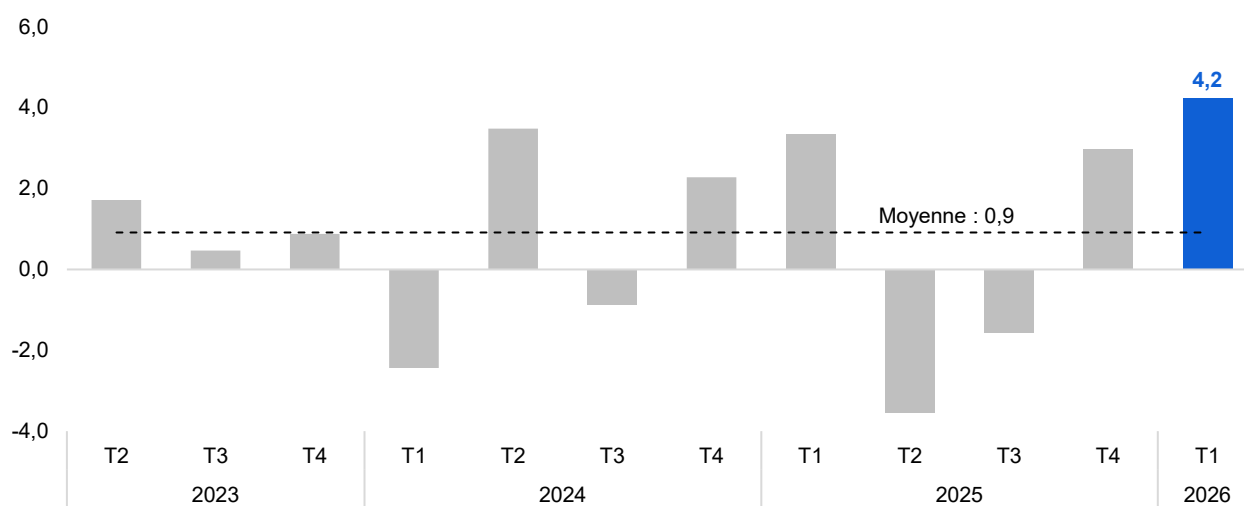
Sources : Statistique Canada, Tableaux [12-10-0175-01](#), [12-10-0163-01](#) et estimations du BRF.

Les **importations de marchandises internationales**, qui mesurent la quantité de biens internationaux entrant en Ontario, ont augmenté d'un taux estimé à 4,2 % au T1 de 2026, après une augmentation de 3,0 % au trimestre précédent. Cela représentait la croissance trimestrielle la plus rapide enregistrée depuis 2014, à l'exception de la période de la pandémie. L'augmentation reflète grande partie une hausse des importations de métaux et de produits minéraux non métalliques; de minerais et minéraux non métalliques; ainsi que de véhicules et de pièces automobiles, laquelle était partiellement compensée par la faiblesse des importations de matériel et pièces électroniques et électriques; de machines industrielles; de même que de produits chimiques ainsi que produits en plastique et en caoutchouc.

Figure 14

Les importations de marchandises internationales ont augmenté de 4,2 % au T1 de 2026

Données désaisonnalisées, croissance d'un trimestre à l'autre, en pourcentage



Sources : Statistique Canada, Tableaux [12-10-0175-01](#), [12-10-0163-01](#) et estimations du BRF.

L'augmentation des prix de l'essence et du diésel fera augmenter les coûts pour les ménages et les entreprises

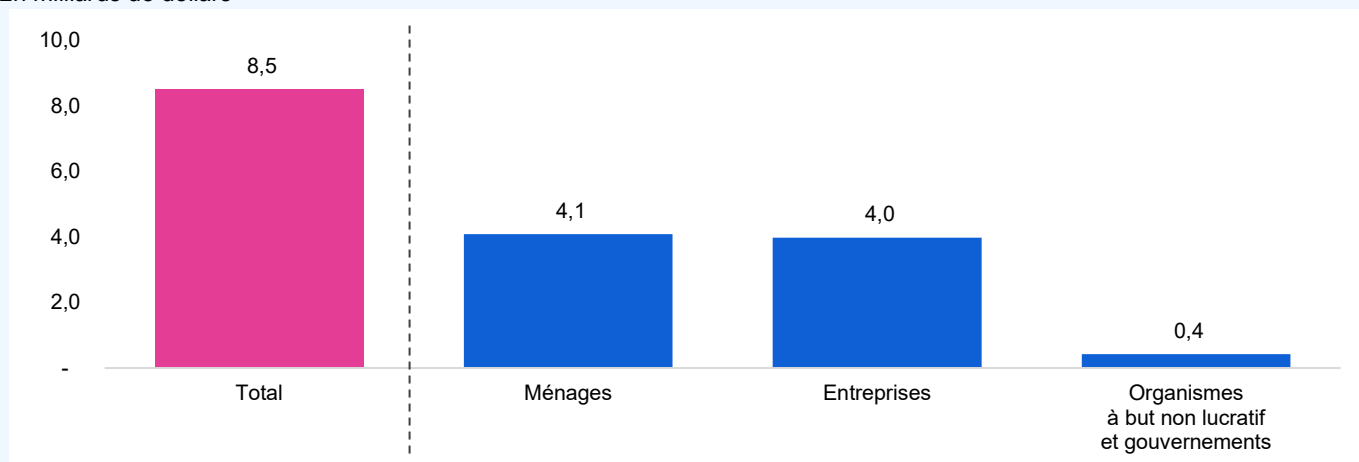
Depuis février 2026, la guerre en Iran a fait augmenter les cours mondiaux du pétrole de manière importante, le prix du brut West Texas Intermediate (WTI) passant de 65 \$ US le baril en février à 105 \$ US le baril en mai¹⁵, soit une augmentation de 62 %. Cela a ensuite fait augmenter en flèche le prix de l'essence et du diésel en Ontario. De février à mai, le prix moyen en Ontario de l'essence sans plomb ordinaire a augmenté de 58 cents le litre (44 %), passant de 1,31 \$/L à 1,88 \$/L, tandis que le prix moyen du diésel a augmenté de 54 cents le litre (35 %), passant de 1,55 \$/L à 2,10 \$/L¹⁶.

Si une entente est conclue afin de rouvrir le détroit d'Hormuz et que les livraisons de pétrole reprennent en juin, les cours du pétrole devraient redescendre à 80 \$ US le baril d'ici la fin de l'année¹⁷ et demeurer au-dessus du cours prévalant avant la guerre. Si le prix du carburant en Ontario suit la même trajectoire, et que la demande pour l'essence et le diésel demeure stable, les ménages, les entreprises et le gouvernement de l'Ontario ainsi que les secteurs à but non lucratif auront assumé 8,5 milliards de dollars supplémentaires en coûts de carburant depuis le début de la guerre. Sur cette somme, on estime que 4,1 milliards de dollars seront payés par les ménages, 4,0 milliards de dollars seront payés par les entreprises et 0,4 milliard de dollars seront payés par le gouvernement et les secteurs à but non lucratif¹⁸.

Figure 15

Estimation de l'augmentation des coûts de l'essence et du diésel en Ontario en 2026 en raison de la guerre en Iran

En milliards de dollars



Remarque : Ces coûts n'incluent pas les variations de prix d'autres produits du pétrole raffinés et d'autres biens et services en raison de la guerre en Iran, ni de la réduction de la consommation du carburant découlant de la hausse des prix, ni du transfert des hausses de coûts aux entreprises et aux ménages par l'intermédiaire des chaînes d'approvisionnement.

Sources : Statistique Canada, Tableaux 25-10-0030-01, 36-10-0478-01; ministère de l'Énergie et de l'Électrification de l'Ontario [Données des sondages sur les prix des combustibles](#), et estimations du BRF.

Selon ces hypothèses, on estime que l'augmentation des prix de l'essence et du diésel entraînerait des coûts supplémentaires de carburant de 648 \$ pour le ménage ontarien moyen en 2026. Cette incidence n'inclut pas l'augmentation des coûts d'autres biens et services en raison de la guerre en Iran (p. ex. les engrais ou le carburant aviation), ou le transfert des hausses de coût des carburants par l'intermédiaire des chaînes d'approvisionnement vers d'autres biens et services que les ménages consomment. On prévoit que, dans la mesure où les entreprises transfèrent la hausse du coût des carburants aux consommateurs, les coûts additionnels liés aux carburants seront plus élevés pour les ménages.

¹⁵ Les prix de mai tiennent compte des prix quotidiens moyens au 22 mai 2026. Voir le document de la Federal Reserve Bank of St. Louis, [Crude Oil Prices: West Texas Intermediate \(WTI\)](#).

¹⁶ Les prix de mai tiennent compte des prix hebdomadaires moyens au 22 mai 2026. Voir le document du ministère de l'Énergie et de l'Électrification de l'Ontario intitulé [Données des sondages sur les prix des combustibles](#).

¹⁷ Consulter le document de l'U.S. Energy Information Administration intitulé [Short-Term Energy Outlook, May 2026](#).

¹⁸ Les proportions relatives à la consommation de combustible sont fondées sur les Tableaux d'entrées-sorties de l'Ontario, 2022 de Statistique Canada.

Incidence des tendances économiques récentes

Si l'on envisage l'année entière, on peut citer les dernières Perspectives économiques et budgétaires¹⁹ du BRF publiées en février 2026, qui projetaient que le PIB réel annuel de l'Ontario augmenterait pour passer à 1,4 % en 2026, tandis que l'inflation des prix à la consommation devrait atteindre 2,1 %.

Les données économiques et les événements mondiaux récents ont exercé des pressions à la baisse sur la projection du BRF relativement à la croissance du PIB réel en 2026, ainsi qu'une pression haussière à la projection du BRF relativement à l'inflation des prix à la consommation en 2026.

- Le PIB réel a reculé au quatrième trimestre de 2025, soit une performance plus faible que celle projetée par le BRF dans le PEB de février 2026 du BRF, ce qui a réduit l'élan au début de 2026.
- Les données récentes indiquent que la croissance de la population de l'Ontario était plus faible que prévu, ce qui pourrait exercer une pression baissière sur la croissance économique. Comparativement à l'année précédente, la population de l'Ontario a diminué de 0,2 % au T4 de 2025, puis de 0,7 % au T1 de 2026, ce qui constitue la première fois que la population de l'Ontario a diminué selon les données remontant à 1951. La diminution était causée par l'exode de résidents non permanents et la baisse des arrivées de nouveaux résidents permanents.
- La guerre en Iran a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales et fait augmenter dramatiquement les cours du pétrole, ce qui fera à son tour augmenter l'inflation et pourrait ralentir les dépenses des ménages et des entreprises. Depuis février, le prix mensuel moyen du pétrole brut West Texas Intermediate a augmenté pour passer de 65 \$ US à 105 \$ US le baril, soit une augmentation de 40 \$ US (62 %) ²⁰. Selon le budget de l'Ontario de 2025, une augmentation soutenue du prix du pétrole brut de 10 \$ US le baril pourrait faire fléchir la croissance du PIB réel de l'Ontario en 2026 de 0,1 à 0,3 point de pourcentage ²¹.

Le BRF continuera de suivre de près le rendement économique de l'Ontario et mettra à jour ses prévisions de croissance économique dans ses prochaines Perspectives économiques et budgétaires.

¹⁹ Consulter le rapport du BRF intitulé [Perspectives économiques et budgétaires, hiver 2026](#).

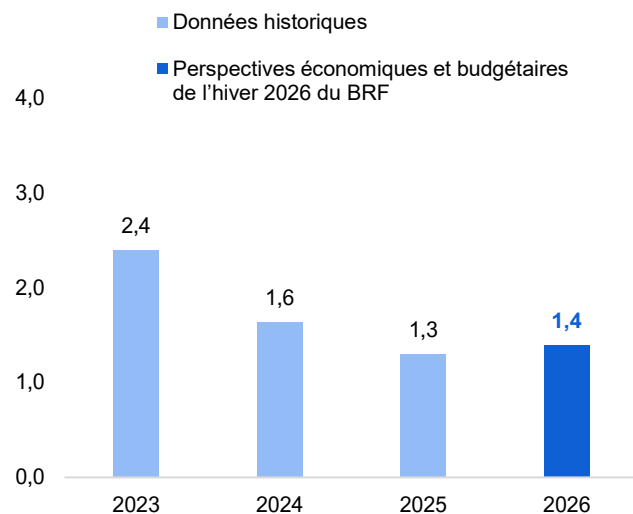
²⁰ Voir le document intitulé [Federal Reserve Economic Data](#).

²¹ Budget de l'Ontario 2025, [Tableau 2.7](#). Le budget de l'Ontario de 2026 n'incluait pas d'estimations de l'incidence des changements des principaux facteurs externes influençant la croissance économique de la province.

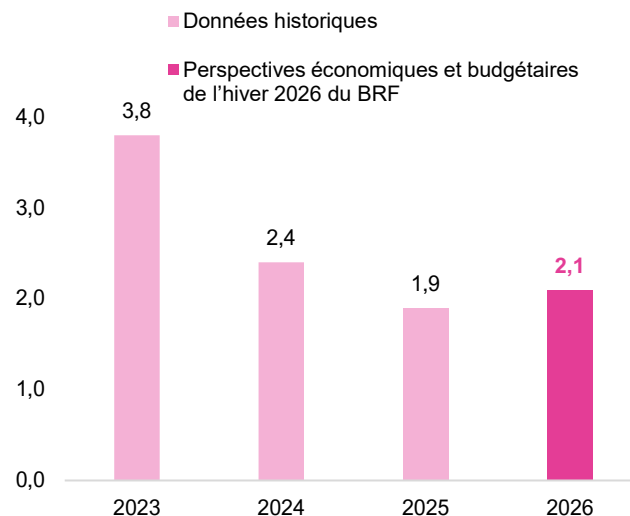
Figure 16

Les tendances économiques récentes suggèrent des révisions à la baisse des projections de croissance économique du BRF pour 2026, ainsi que des révisions aux perspectives relativement à l'inflation des prix à la consommation

PIB réel, croissance annuelle, en %



Taux d'inflation de l'IPC, annuelle, en %



Sources : Comptes économiques de l'Ontario, Statistique Canada, Tableaux [36-10-0222-01](#) et [18-10-0004-01](#), et BRF.

Glossaire

Indicateurs économiques

Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB est un indicateur général de l'activité économique qui mesure la valeur des biens et des services produits par une économie. Le PIB est mesuré à la fois sur la base des dépenses et des revenus.

Taux d'emploi et taux de chômage

Selon l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, le taux d'emploi est une estimation du nombre de personnes qui ont effectué un travail (rémunéré ou non rémunéré), dans un emploi ou une entreprise, ou des personnes qui avaient un emploi, mais qui n'étaient pas au travail en raison de facteurs indépendants de leur emploi (par ex., leur santé ou un conflit de travail) en proportion de la population active. Le taux de chômage représente le nombre de personnes qui recherchent activement du travail, mais qui n'ont pas d'emploi, en proportion de la main-d'œuvre totale. Ces deux indicateurs sont les mesures les plus courantes de la performance du marché du travail.

Salaires horaires moyens

Les salaires horaires moyens sont mesurés avant impôts et autres déductions. Ils incluent par ailleurs les pourboires, commissions et primes aussi bien pour les travailleurs payés à l'heure que les travailleurs salariés. Cet indicateur est une mesure de l'augmentation des salaires et du resserrement du marché du travail.

Ventes au détail

Les ventes au détail représentent la valeur des biens finis vendus au public par les détaillants. Cet indicateur fournit des renseignements sur les dépenses des ménages par types de produits.

Reventes de logements

Les chiffres de revente de logements montrent le nombre de logements existants vendus et constituent la mesure la plus courante de l'activité du marché immobilier.

Prix des logements

Il s'agit du prix moyen des logements existants vendus. Cet indicateur est la mesure la plus courante des prix des logements qui fournit une indication de la vigueur du marché immobilier.

Mises en chantier de logements

Les mises en chantier de logements mesurent le nombre de logements pour lesquels la construction a commencé, notamment les logements individuels et les immeubles à logements multiples. Cet indicateur fournit une mesure de l'évolution du parc de logements et peut être comparé à la croissance de la population afin de fournir des indications sur le caractère adéquat de l'offre de logements.

Ventes de produits manufacturés

La valeur des produits manufacturés qui ont été expédiés à un consommateur en Ontario. Cet indicateur mesure la production industrielle.

Commerce de gros

La valeur des marchandises vendues en grande quantité aux détaillants, entreprises et clients institutionnels (comme les gouvernements). Cet indicateur fournit des indications sur l'activité du secteur des affaires.

Exportations et importations internationales de marchandises

La valeur des marchandises expédiées hors du pays depuis l'Ontario (exportations) ou vers l'Ontario depuis un autre pays (importations). Le commerce international de marchandises joue un rôle important dans la croissance économique et fournit des indications sur le niveau de compétitivité de la province par rapport à d'autres collectivités publiques.

Définitions techniques

Dollars indexés

Les valeurs reflètent les prix après correction pour tenir compte de l'inflation.

Données désaisonnalisées

Chiffres qui ont été rajustés pour tenir compte des facteurs saisonniers pouvant avoir une incidence sur les données.

Données non désaisonnalisées

Chiffres n'ayant pas été rajustés pour tenir compte des facteurs saisonniers.

D'une année à l'autre

Comparaison des chiffres d'une période particulière avec les chiffres de la même période, mais de l'année précédente. Par exemple, la croissance d'une année à l'autre du T4 de 2023 compare les chiffres du T4 de 2023 aux chiffres du T4 de 2022. L'utilisation des chiffres d'une année à l'autre élimine l'incidence des facteurs saisonniers.

D'un trimestre à l'autre

Comparaison des chiffres d'un trimestre par rapport au suivant. Par exemple, la croissance d'un trimestre à l'autre du T4 de 2023 compare les chiffres du T4 de 2023 aux chiffres du T3 de 2023. La croissance d'un trimestre à l'autre peut être négativement influencée par des facteurs saisonniers, sauf si les données ont été désaisonnalisées.

Méthodologie

Les chiffres utilisés dans le présent rapport sont présentés principalement sur une base trimestrielle. Pour les indicateurs économiques qui sont désaisonnalisés, les taux de croissance sont présentés d'un trimestre à l'autre. Pour les indicateurs non désaisonnalisés, les taux de croissance sont présentés pour le trimestre correspondant de l'année précédente afin d'éviter que les facteurs saisonniers aient une incidence sur les tendances économiques. Les indicateurs sont présentés en dollars indexés, sauf mention contraire.

Pour certaines données économiques, notamment le commerce de détail, les ventes de produits manufacturés et le commerce de gros, celles du dernier mois du trimestre peuvent ne pas être encore disponibles au moment de la publication du rapport. Dans ces cas, l'estimation préliminaire nationale de Statistique Canada est utilisée pour estimer la croissance en Ontario pour ce mois.

À propos du présent document

Établi en vertu de la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière*, le Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario (BRF) a pour mandat de fournir une analyse indépendante de la situation financière de la province, des tendances de l'économie provinciale et de toute autre question d'intérêt pour l'Assemblée législative de l'Ontario.

Préparé par :

Edward Crummey (directeur de l'analyse économique et financière) et **Nicolas Rhodes** (chef principal de l'analyse économique et budgétaire) sous la supervision de **Paul Lewis** (économiste en chef).

Ce rapport a été préparé grâce à des renseignements accessibles au public.

Conformément au mandat du BRF visant à fournir à l'Assemblée législative de l'Ontario une analyse économique et financière indépendante, ce rapport ne fait aucune recommandation.



BRF

Bureau de la responsabilité
financière de l'Ontario



Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario

2, rue Bloor Ouest, bureau 900, Toronto (Ontario) M4W 3E2 | fao-on.org/fr | info@fao-on.org | 416-644-0702

Ce document est également disponible en format accessible et peut être téléchargé au format PDF depuis notre site Web.

ISSN 2818-3460

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2026